

*Les crédits*

Le réseau fédéral, selon les chiffres qu'on a—le ministre parlait tout à l'heure de 38—gère 27 programmes de formation et le réseau québécois, 25. Le fédéral maintient une centaine—quoiqu'il commence à couper—de centres d'emploi du Canada au Québec, alors que le Québec a mis en place la SQDM qui remplace la Commission de formation professionnelle qui existait autrefois.

Le mandat de la Société québécoise de la main-d'oeuvre était à l'origine de veiller à la mise sur pied de véritables guichets uniques dans chacune des régions du Québec. Elle se retrouve plutôt aujourd'hui avec le simple rôle de gestionnaire des fonds fédéraux, sans véritable voix au chapitre.

Soulignons qu'en 1993-1994, plus de 56 p. 100 du budget de la SQDM, à savoir 150,7 millions sur 269,5 millions, provenait des transferts fédéraux, expression fidèle, s'il en est une, du contrôle d'Ottawa en matière de main-d'oeuvre. Le manque de coordination entre les deux réseaux fait en sorte que les chômeurs sont mal servis par les divers programmes de formation de la main-d'oeuvre.

Une note interne du gouvernement fédéral révélait en effet qu'au printemps 1993—il s'agit d'une note fédérale—près de 25 000 chômeurs pourtant dirigés vers un programme de formation n'ont pas pu y accéder faute de place.

L'énoncé de politique du ministre Bourbeau rappelait les problèmes liés à l'existence de deux réseaux de formation de la main-d'oeuvre, et je le cite: «On comprend la difficulté pour la personne ou l'entreprise non initiée de cheminer à travers de multiples guichets de services des centres d'emploi du Canada, des commissions de formation professionnelle, des Centres travail Québec, des commissions scolaires, des cégeps, des universités, du ministère de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle.»

Le ministre Bourbeau, un libéral, un fédéraliste, évaluait le coût annuel de ces chevauchements et dédoublements dans les programmes de main-d'oeuvre à 275 millions de dollars. Ce n'est pas un péquiste, pas un bloquiste, pas un souverainiste, c'est un fédéraliste qui disait cela.

Les deux gouvernements s'entendent sur le fait que les programmes de formation de la main-d'oeuvre doivent changer. Le ministre du Développement des ressources humaines, dans son développement de travail sur la réforme des programmes sociaux, déclarait alors: «Malheureusement, le système actuel fonctionne un peu au petit bonheur, et c'est pourquoi les résultats ne sont pas satisfaisants. Trop de gens aboutissent dans les programmes qui n'ont pas grand lien avec leur aptitude ou avec leurs possibilités d'emploi. Beaucoup reçoivent de la formation préparatoire à des emplois qui n'existent pas dans leur marché local, et nombreux sont ceux que l'on promène d'un programme à un autre. Il y a trop de programmes mal assortis, dotés de règlements contradictoires et noyés dans les formalités administratives. Il y a fréquemment absence de coordination entre les programmes offerts par les divers paliers de gouvernement.»

• (1220)

Bref, selon lui, le système devait changer. Le gouvernement fédéral n'est pas seul à alimenter le fouillis des programmes de

formation de main-d'oeuvre. Il faut le reconnaître, à l'époque, il y avait trop de programmes de formation de main-d'oeuvre. La ministre actuelle a procédé à un regroupement de certains programmes. Mais là, c'est difficile parce que le fédéral est continuellement et toujours présent, et rien ne nous laisse croire qu'il veut quitter facilement la place parce qu'actuellement ce qu'il propose, ce sont des mesures. Oui, il dit qu'il les offre aux provinces, mais il entend garder des lignes directrices; il entend garder le contrôle.

Le ministre, tout à l'heure, dans son exposé, disait: «Ah! On ne peut pas s'éloigner du contrôle, on a des provinces—pas au Québec, disait-il, mais ailleurs—qui ont construit des édifices publics à même des fonds qui venaient de ce programme.» Alors selon lui, cela justifie que le fédéral continue à contrôler ce domaine.

Dans le fond, ce qu'il veut faire, ce qu'il laisse voir, c'est qu'il souhaiterait que les provinces, donc le Québec aussi, appliquent les programmes qui sont énumérés dans sa loi. Il voudrait que les provinces réalisent ce qu'il veut qui soit réalisé. Il considère les provinces comme des exécutantes. Pour nous, au Québec, cela contredit totalement le consensus établi.

Je vais citer quelqu'un d'autre. Le président du Conseil canadien des chefs d'entreprise, M. Thomas d'Aquino, a ajouté sa voix à toutes celles qui recommandent au gouvernement fédéral de céder la formation de la main-d'oeuvre aux provinces le plus vite possible. Pas plus tard que le 28 octobre 1994, M. d'Aquino déclarait: «Dans mon esprit, il n'y a pas de doute que la décentralisation dans ce domaine serait bénéfique pour l'économie canadienne. Le plus tôt les politiciens pourront arriver à s'entendre sur cette question, mieux ce sera.»

L'année passée, les membres du Comité permanent du développement des ressources humaines ont fait le tour du Canada. Lorsque le ministre laisse entendre qu'il applique ce que le comité a entendu, permettez-moi de dire que je diffère d'opinion. Je suis allé dans toutes les provinces du pays et partout dans les grandes villes du Canada—le secrétaire parlementaire le sait—lors de la tournée du Comité permanent du développement des ressources humaines, il a dû en subir lui-même les contre-coups. À certaines occasions, j'ai admiré son courage de faire face à ceux qui s'opposaient à sa réforme. Mais lorsqu'il vient nous dire plus tard que cela fait l'objet de ce que les Canadiens et les Canadiennes veulent et souhaitent, après ce que j'ai vu et entendu, après que 75 à 80 p. 100 des mémoires allaient dans le sens contraire de ce que le ministre propose maintenant, soit des coupures de l'ordre de deux milliards par année dans l'assurance-chômage, ce n'est pas ce que les Canadiens souhaitaient.

Les gens qui sont venus témoigner devant ce Comité ont dit que ce qui manque actuellement, c'est du travail, ce sont des possibilités d'emploi. Ils souhaitaient que le gouvernement suive la politique édictée dans son livre rouge. Le slogan des libéraux lors de la dernière campagne électorale était même «jobs, jobs, jobs». Mais on constate que, dans les faits, il n'y a pas plus d'emplois maintenant. Ce qui est pire dans l'esprit des changements actuels, c'est qu'on fait deux sortes de chômeurs.